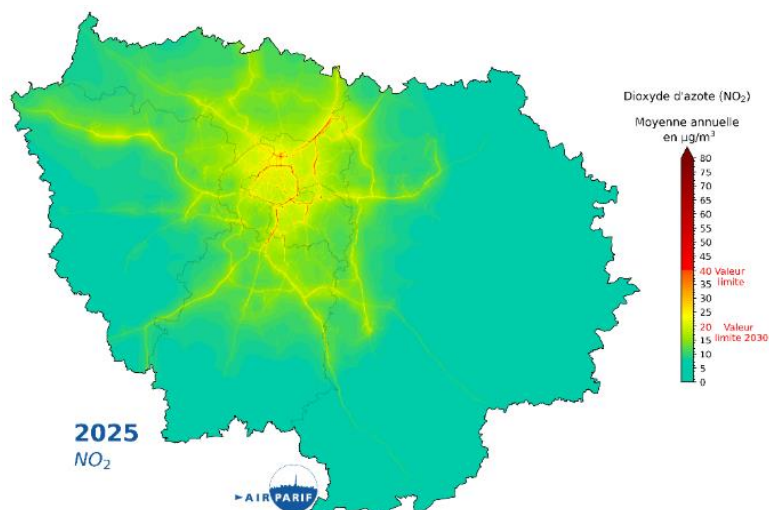


En 2025, les niveaux de pollution de l'air repartent légèrement à la hausse en Ile-de-France

Paris, 16 avril 2026 – Dans le cadre de sa mission réglementaire de surveillance de la qualité de l'air, l'association Airparif publie son bilan annuel 2025 pour l'Île-de-France. Par rapport à 2024, une légère hausse des niveaux de pollution est observée. Cette évolution accentue la vigilance sur les prochaines années. L'évolution des connaissances des multiples effets de la pollution sur la santé conduit en effet à une évolution du cadre réglementaire en vue de poursuivre la limitation de ces impacts sanitaires, environnementaux et économiques. Près d'un quart des Franciliens est exposé en 2025 à des niveaux de pollution supérieurs aux valeurs limites qui entreront en vigueur en 2030. De plus, bien que les politiques de santé-environnement aient démontré leur efficacité, certaines sont pourtant remises en question.

Une légère dégradation de la qualité de l'air en 2025, avec des dépassements de la réglementation actuelle encore constatés

En 2025, les concentrations de dioxyde d'azote (NO_2) enregistrent une légère hausse par rapport à 2024, aussi bien à proximité du trafic routier qu'à distance de celui-ci. Au-delà des émissions de pollution, cette évolution s'explique principalement par des conditions météorologiques moins favorables à la dispersion des polluants, après une année 2024 particulièrement pluvieuse. Toutefois, elle reste a priori conjoncturelle par rapport à la tendance à l'amélioration constatée sur le long terme.



Environ 1 500 personnes demeurent ainsi exposées à des dépassements de la valeur limite réglementaire en vigueur depuis 2010. Bien que ce chiffre soit en nette diminution sur le long terme, il témoigne de situations locales encore critiques, notamment à proximité des grands axes routiers (boulevard périphérique, autoroutes au cœur de l'agglomération). À titre de comparaison, 800 personnes étaient concernées en 2024.

Pour les particules fines (PM_{2.5}), une légère hausse des niveaux est aussi relevée sur cette années 2025, en lien notamment avec un hiver moins doux et plus sec en 2025 qu'en 2024 entraînant à la fois une légère hausse des émissions de particules issues du chauffage et une moins bonne dispersion dans l'air de ces émissions.

Sur le long terme, une amélioration structurelle de la qualité de l'air, à l'exception de l'ozone

Depuis vingt ans, la qualité de l'air s'est nettement améliorée à l'échelle régionale. Les concentrations de dioxyde d'azote et de particules fines ont respectivement diminué de 50 % et 60 %, traduisant des progrès significatifs dans la réduction des émissions de polluants atmosphériques. Cette baisse se ralentit toutefois ces dernières années, avec une stabilité pour les niveaux de particules fines.

L'ozone présente toutefois une dynamique différente. Polluant nocif pour la santé et également gaz à effet de serre, il affiche des indicateurs d'impact sanitaire globalement stables, tandis que son impact climatique a lui augmenté de 35 % sur la même période, illustrant la complexité des enjeux liés à la qualité de l'air.

La pollution de l'air reste responsable d'environ 8 000 décès prématurés chaque année en Île-de-France et contribue au développement ainsi qu'à l'aggravation de nombreuses pathologies chroniques, en particulier respiratoires et cardiovasculaires.

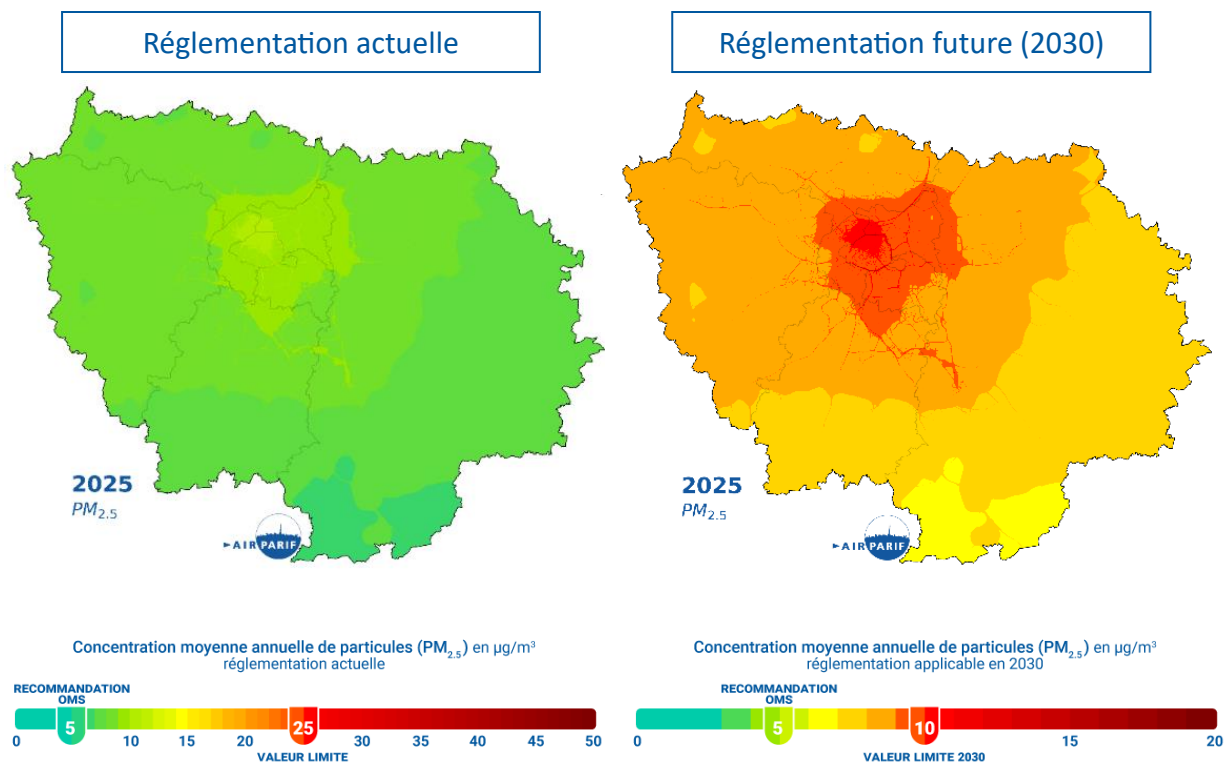
Dans ce contexte, Airparif rappelle que les améliorations observées résultent d'actions menées sur le long terme à différentes échelles (européenne, nationale, régionale et locale) notamment sur le trafic routier et les systèmes de chauffage. Elles démontrent l'efficacité des politiques publiques et des changements de pratiques dont bénéfices sanitaires et économiques sont mesurés et quantifiés.

Un quart des Franciliens encore exposé à un dépassement des seuils réglementaires futurs : un enjeu majeur de santé publique

Pour atteindre les objectifs réglementaires et réduire durablement les impacts sanitaires, une mobilisation soutenue de l'ensemble des acteurs reste indispensable. D'autant que les seuils réglementaires seront renforcés à l'horizon 2030, en lien avec les avancées scientifiques

mettant en évidence de multiples effets sur la santé et à des niveaux de pollution plus faibles qu'auparavant.

Au-delà des aspects sanitaires, la pollution de l'air va donc continuer de représenter un enjeu réglementaire en Île-de-France : en 2025, près d'un quart de la population régionale est exposé à des niveaux de pollution supérieurs aux valeurs limites réglementaires qui entreront en vigueur à partir de 2030. Ce chiffre est également en légère augmentation par rapport à 2024, passant de 20 à 25%.



Concentrations annuelles moyennes en PM_{2.5} en Ile-de-France en 2025. Echelle centrée sur la valeur limite applicable en 2025 (à gauche) et sur la valeur limite applicable à partir de 2030 (à droite)

Les impacts en termes de santé publique de la pollution de l'air soulignent l'ampleur des efforts restant à accomplir pour réduire durablement l'exposition des populations. Ces constats rappellent la nécessité de poursuivre et de renforcer les actions engagées afin d'améliorer durablement la qualité de l'air.

Airparif continuera d'accompagner ces dynamiques, via son appui aux politiques publiques et son accompagnement des acteurs territoriaux franciliens.

Le rapport complet : Airparif, [Bilan de la qualité de l'air en Ile-de-France](#), avril 2026 [en ligne]

Le résumé aux décideurs : Airparif, [Bilan de la qualité de l'air en Ile-de-France](#), avril 2026 [en ligne]